
Situation de l'économie canadienne

En 1985, l'économie canadienne a manifesté une vigueur considérablement plus élevée que ce que la plupart des observateurs avaient prévu. Dans le budget de mai 1985, on prévoyait pour l'année une croissance des dépenses nationales brutes (DNB) réelles de 3,1%, une croissance de l'emploi de 2,1% et un taux de chômage réduit à 10,7% en fin d'année. Ces prévisions s'accordaient avec la plupart de celles du secteur privé. Toutefois, à mesure que l'année avançait, les consommateurs et les investisseurs manifestaient de plus en plus d'optimisme. Cet optimisme s'expliquait par plusieurs facteurs, notamment la baisse marquée des taux d'intérêt, un taux d'inflation stable et modéré, de meilleures perspectives d'emploi et des mesures gouvernementales réalistes en vue de rétablir la responsabilité fiscale et d'encourager l'initiative privée. Par conséquent, la consommation, la construction résidentielle et l'investissement commercial ont tous été plus dynamiques que prévu et la croissance réelle des DNB a atteint un niveau de 4,5% en 1985.

L'emploi a connu une croissance de 2,8% au cours de l'année, sa plus forte en plus de quatre ans, et le taux de chômage est tombé considérablement en 1985, à 10% en décembre, une tendance qui s'est maintenue en janvier et février cette année, avec un taux de 9,8%. L'économie canadienne était vigoureuse en 1985, malgré la faiblesse de l'économie mondiale, en particulier l'économie américaine. L'an dernier, la production réelle du Canada augmentait à un rythme presque le double de celui des États-Unis ou de l'Europe.

Ce dynamisme de l'économie en 1985 prolongeait la forte reprise ayant succédé à la récession de 1981-1982, mais la nature de cette reprise a changé profondément. Au cours des 18 premiers mois de la reprise, la demande intérieure définitive au Canada comptait pour moins de la moitié de la croissance réelle de la production, les exportations et l'évolution des stocks provoquant le gros de la hausse de la demande pour les biens et services canadiens. L'emploi connaissait une croissance notable, mais surtout dans le secteur du temps partiel, et la reprise de l'activité économique ne se manifestait pas également dans tous les secteurs.

Par contre, l'an dernier, la nature de la reprise changeait radicalement, avec la relance des investissements commerciaux, la remontée de la construction domiciliaire et une forte consommation de biens durables, ce qui donnait à l'expansion économique canadienne une base beaucoup plus large et axée sur l'intérieur. En 1985, la reprise économique touchait la plupart des secteurs de l'économie canadienne. La croissance de l'emploi s'effectuait maintenant beaucoup plus au chapitre de l'emploi à temps plein et dans toutes les régions du pays, l'emploi augmentait et le chômage baissait.

Après une baisse soutenue tout au long de 1985, les taux d'intérêt ont commencé à augmenter à la fin de l'année et cette tendance à la hausse s'est maintenue en 1986 jusqu'à la mi-mars, pour revenir à nouveau à une tendance à la baisse. Cette hausse des taux d'intérêt était attribuable en partie aux spéculations sur le dollar canadien, dont la valeur est tombée à un plancher record de 0,71-72 \$ ÉU.

Le taux d'inflation, mesuré avec l'indice des prix à la consommation (IPC), atteignait 4,0% en 1985, une baisse par rapport au niveau de 4,4% de 1984. Le retour à un taux d'inflation de 4,4% (par rapport à l'IPC d'un an plus tôt) en décembre 1985 et janvier 1986 s'explique en grande partie par la hausse du prix des aliments, attribuable à de mauvaises conditions météorologiques aux États-Unis. D'ailleurs, en février 1986, le taux d'inflation était retombé à 4,1%. La hausse des salaires, à 3,5%, était moins élevée que celle du taux d'inflation, mais cet écart semble vouloir diminuer, en grande partie à cause de la baisse du taux d'inflation. La croissance de la productivité reste vigoureuse, à un rythme de 1,6%, mais les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 2,4% en 1985.